

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Maroc

Une publication du SER de Rabat
1^{er} décembre au 15 décembre

Le chiffre du mois

L'économie informelle représente 20% du PIB marocain hors secteur primaire et 10% des importations, selon une étude de la confédération générale des entreprises marocaines (CGEM).

L'informel est encore plus marqué pour certains secteurs, en premier lieu l'industrie textile (54% de la valeur ajoutée du secteur), les transports routiers de marchandises (32%) et le BTP (31%). Alors que l'économie informelle reste un large pourvoyeur d'emplois au Maroc (2,4 M hors secteur primaire), l'étude souligne qu'elle constitue un véritable manque à gagner pour les finances publiques (40 Md MAD par an soit 7% des recettes publiques, dont 28 Md MAD de TVA et 6 Md MAD de cotisations sociales) et représente un véritable frein pour la compétitivité-prix des entreprises marocaines pouvant fragiliser l'investissement et l'émergence d'écosystèmes industriels.

Face à cette situation, la CGEM préconise plusieurs leviers d'intervention, notamment : (i) la fiscalité par la simplification de la TVA et l'augmentation des droits de douane sur certains produits (textile) ; (ii) la digitalisation des services publics ; (iii) la formation et la promotion de l'emploi formel ; (iv) la coopération entre acteurs publics et privés pour l'établissement de référentiels (prix de référence, coûts, etc.).

20%

Activités macroéconomiques & financières

Le projet de loi de finances 2024 définitivement adopté

Le projet de loi de finances (PLF) 2024 a été adopté définitivement le 7 décembre. La version finale est très proche du texte initial présenté par l'exécutif modulo certains amendements fiscaux (ex. : exonération de TVA pour l'eau à usage domestique alors que le texte initial prévoyait une hausse) et douaniers (ex. : droits d'importation pour les smartphones portés de 2,5% à 17,5% au lieu de 30% initialement proposés).

Les grands équilibres du texte initial sont préservés (notamment la cible de déficit à 4% du PIB) avec un budget 2024 qui s'apparente à un dosage complexe entre trois attentes : (i) le financement de quatre chantiers majeurs à horizon 2030 qui chacun représente plusieurs points de PIB (reconstruction post-séisme, Etat social, transition écologique, Coupe du Monde 2030); (ii) les réponses en matière de pouvoir d'achat après deux années de pressions inflationnistes; (iii) la préservation des équilibres macro-économique garants d'un accès pérenne aux financements extérieurs aux conditions de marché (levée de 2,5 Mds USD en mars 2023) ou concessionnels (lignes FMI de 5 Mds USD et 1,3 Mds en 2023).

Les aléas liés aux hypothèses qui sous-tendent le budget (cible 2024 de 3,7% pour la croissance et 2,5% pour l'inflation) ainsi que le financement de mesures postérieures à l'adoption du texte (notamment la revalorisation du salaire des enseignants) pourraient conduire à des ajustements budgétaires en exécution face auxquels le Maroc dispose néanmoins de marges de manœuvre financières.

Progression solide de la Bourse de Casablanca en 2023 sans effacer le recul fort enregistré en 2022

Le MASI, indice principal de la Bourse de Casablanca, ressort à 12 076 points au 14 décembre 2023 soit une progression de 12,7% par rapport au 31 décembre 2022. Outre les dynamiques sectorielles (bonne tenue des valeurs bancaires, immobilières et du BTP), trois facteurs expliquent cet essor: (i) une politique monétaire qui demeure accommodante avec une hausse du principal taux directeur de Bank Al Maghrib en mars 2023 qui avait été largement anticipée et un maintien depuis à 3%, niveau bas d'un point de vue historique, négatif en termes réels et particulièrement faible comparé aux pays de la région; (ii) un fléchissement de l'inflation depuis l'été 2023 autour de 5% (après un pic à 10,1% en février 2023);

(iii) un effet « Coupe du Monde » avec l'un des progressions sur une journée du MASI les plus fortes de l'histoire de la Bourse de Casablanca lors de l'annonce de la candidature Espagne-Maroc-Portugal pour l'édition 2030. Cette hausse ne permet toutefois pas d'effacer le fort recul de l'indice enregistré en 2022 (-20%)

Industries, énergie, agriculture

Energie : trois groupes français parmi les huit groupements préqualifiés pour la centrale solaire Noor Midelt III

L'Agence marocaine pour l'énergie durable (MASEN) vient de publier la liste des huit consortia préqualifiés pour la réalisation de la troisième centrale solaire du complexe de Midelt d'une capacité de 400 MW, qui sera dotée d'un système de stockage par batteries (BESS) de 400 MWh.

Trois groupes français sont positionnés sur ce projet : (i) EDF Renouvelables associé à Mitsui (Japon), (ii) Engie et sa filiale émiratie et (iii) Vinci Concessions dans le consortium conduit par Cobra Instalaciones y Servicios S.A (Espagne). Cinq autres consortia ont été retenus dont deux entreprises à capitaux marocains : (i) Nareva dans un consortium conduit par Acwa Power (Arabie Saoudite) et (ii) Green of Africa dans un groupement dont le chef de file est Acciona Generacion Renovable S.A. (Espagne).

Pour mémoire, la réalisation de la centrale solaire Noor Midelt I (800 MW) a été attribuée en 2019 au consortium EDF Renouvelables / Masdar (Emirats Arabes Unis) / Green of Africa. De plus, les groupements EDF Renouvelables / Masdar et Engie / Nareva sont préqualifiés pour la réalisation de la centrale Noor Midelt II (400 MW) avec quatre autres consortia en lice.

Aéronautique : signature d'un accord-cadre entre Safran et le gouvernement marocain

Acteur clé du secteur aéronautique au Maroc avec 4 200 employés et 8 sociétés ou co-entreprises, le groupe Safran renforce son partenariat stratégique avec le Royaume à travers un nouvel accord-cadre. Il a été signé le 5 décembre à Rabat par Olivier Andriès, PDG du groupe français, Abdellatif Miraoui, Ministre marocain de l'Enseignement supérieur et Taoufiq Moucharraf, Secrétaire général du ministère de l'Industrie et du Commerce.

L'accord-cadre permettra de poursuivre le développement de l'écosystème aéronautique au Maroc en renforçant la chaîne d'approvisionnement, en promouvant les activités à forte valeur ajoutée et en renforçant les compétences à travers la formation.

Ce même jour, le GIMAS (Groupement des Industries Marocaines Aéronautiques et Spatiales) et l'OFPPT (Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail) ont signé les statuts et le pacte d'actionnaires de l'Institut Spécialisé dans les Métiers de l'Aéronautique et de la Logistique Aéroportuaire (ISMALA SA) qui permettra notamment de mieux répondre aux besoins du secteur aéronautique en termes de maintenance, réparation et révision.

Automobile : nouveau record à l'export de l'écosystème marocain

Présent à la septième édition du Salon de la sous-traitance automobile à Tanger, Ryad Mezzour, Ministre de l'Industrie et du Commerce, a indiqué que le chiffre d'affaires à l'export du secteur automobile marocain devrait atteindre près de 140 Md MAD (environ 12,7 Md EUR) en 2023, contre 111 Md MAD (environ 10 Md EUR) en 2022. En 2023, l'automobile devrait d'ailleurs redevenir le premier poste d'exportation du Maroc devant les phosphates. Le Ministre souhaite accélérer la transformation de l'industrie vers le véhicule électrique et projette un chiffre d'affaires à l'export de 360 Md MAD (environ 32,8 Md EUR) en 2029.

COP 28 : la France et le Maroc veulent accélérer la décarbonation du secteur de la construction

Initiée lors de la dernière COP, la coalition « Buildings Breakthrough » a été officiellement lancée par la France et le Maroc à l'occasion de la COP 28. Elle vise, avec l'appui de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction (GlobalABC), à renforcer la coopération internationale pour décarboner le secteur de la construction. Celui-ci représente, à l'échelle mondiale, 21 % des émissions de gaz à effet de serre. L'objectif de cette coalition est de faire des bâtiments à quasi zéro émission la norme pour les nouvelles constructions et rénovations d'ici à 2030.

Les enjeux sont triples : faciliter les actions sur l'énergie (renforcer l'efficacité énergétique et les sources décarbonées), les matériaux (développer l'emploi de matériaux bio-sourcés ou décarbonés), et les risques (accroître la résilience climatique). 27 pays et la Commission européenne ont d'ores et déjà annoncé leur participation. La Chine, dont le secteur de la construction est très émissif, pourrait également rejoindre l'initiative.

La France et le PNUE coorganisent le Forum mondial Bâtiments et Climat, qui se tiendra les 7 et 8 mars 2024 à Paris. Cet événement mondial réunira pour la première fois l'ensemble de la communauté des pays et acteurs engagés pour la décarbonation et la résilience climatique des bâtiments.

Bailleurs internationaux

Investissements : signature de douze mémorandums d'entente entre le Maroc et les Emirats Arabes Unis

A l'occasion de la visite officielle du Roi Mohammed VI aux Emirats, le 4 décembre 2023, douze mémorandums d'entente ont été signés pour renforcer la coopération économique et financière entre les deux parties. L'accent est mis sur le financement de plusieurs grands projets ou secteurs stratégiques, notamment : l'extension du réseau ferroviaire (LGV desservant Marrakech), les infrastructures portuaires et aéroportuaires (Dakhla Atlantique, Nador West Med), la gestion durable de la ressource en eau, le gazoduc Maroc-Nigeria, la reconstruction post-séisme, les échanges financiers notamment entre fonds souverains ou encore l'agriculture. Pour rappel, les Emirats sont un partenaire financier de premier plan pour le Maroc, se positionnant notamment comme deuxième pourvoyeur d'investissements directs à l'étranger (20% du stock) après la France.

L'AFD et l'UE mobilisent 119 MEUR pour renforcer l'adaptation au changement climatique du réseau d'eau et d'assainissement

L'Agence française de développement a accordé plusieurs prêts, pour un montant total de 100 M EUR, accompagnés d'une subvention d'assistance technique de 18,8 M EUR financée par l'Union européenne, visant à soutenir le programme d'investissement des régions d'eau et d'assainissement de Meknès, El Jadida, Beni Mellal, Taza et Larache. Celui-ci a pour vocation de renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique du réseau d'eau et d'assainissement marocain, en agissant sur trois leviers : (i) augmentation des capacités de stockage par la construction de réservoirs et de stations de pompage ; (ii) dépollution via le déploiement de nouvelles stations d'épuration ; (iii) modernisation du réseau par la digitalisation des procédés.

Le Maroc et l'ASEAN définissent leurs axes de coopération économique et financière

A l'occasion de la première réunion du Comité mixte de coopération sectorielle entre le Maroc et l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), le 1er décembre, plusieurs champs d'action ont été identifiés : transition énergétique, agriculture, financement des petites et moyennes entreprises et développement de partenariats publics-privés. Pour rappel, le Maroc est, depuis septembre dernier, le deuxième pays africain, après l'Afrique du Sud, à bénéficier du statut de "partenaire de dialogue sectoriel" de l'organisation.

Indicateurs macroéconomiques 2023

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (10/23)	2,8 %	6,2 %	-	1,8 %	4,6 %	69 % (PIB base 2014)
FMI (10/23)	2,4 %	6,3 %	12 %	3,1 %	4,9 %	69,7 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib (9/23)	2,9 %	6 %	-	2 %	5,1 %	-
Haut-Commissariat au Plan (10/23)	2,6 %	6,1 %	13,5 (T3)	-	4,8 %	72 % (PIB base 2014)

Prévisions macroéconomiques 2024

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale	3,1 %	3,8 %	-	2,5 %	4,1 %	69,7 % (PIB base 2014)
FMI	3,6 %	3,5 %	11,7 %	3,2 %	4,3 %	69,2 % (PIB base 2007)
Bank Al-Maghrib	3,2 %	2,6 %	-	2 %	4,9 %	-

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Vincent Toussaint

Rédaction : SER de Rabat

Abonnez-vous : dehbia.salah@dgtresor.gouv.fr